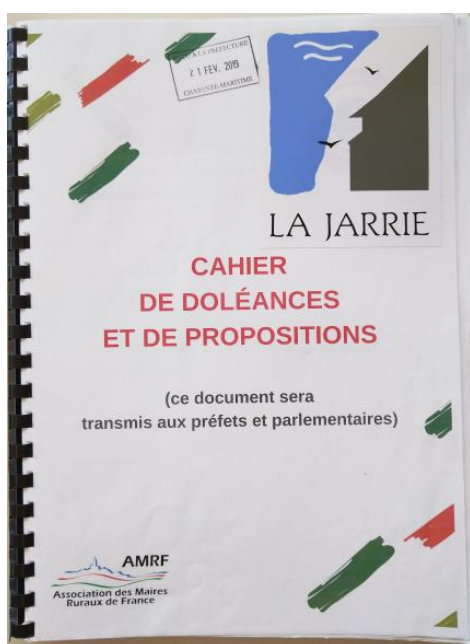


La Jarrie

code INSEE : 17194

3 300 habitants

Communauté d'agglomération de La Rochelle



Original aux Archives départementales de Charente-Maritime (4275W169) ; copie numérique aux Archives nationales.

Forme : 50 feuilles prélinées avec dessin de crayon, dont 25 sont utilisées (manuscrit ou feuille agrafée) reliées avec une spirale noire.

Couverture AMRF couleur avec logo de la commune : « Cahier de doléances et de propositions ».

Tampon préfecture du 21 février 2019.

26 contributions.

Revendications suite à la lettre présidentielle

- grâce à notre maire énergique, La Jarrie est une commune privilégiée, avec une gare TER, un service quotidien de cars pour La Rochelle, et l'installation prochaine de la fibre optique, mais beaucoup de communes ne profitent pas, de ces avantages, tout en payant les mêmes impôts !.
- Avec les retenues excessives de M^r Macron, la pouvoir d'achat de la classe ouvrière (travailleurs et surtout retraités), n'est plus en mesure, de faire vivre décemment, tous ces gens, qui connaissent la précarité.
- Il faut donner plus de démocratie participative aux citoyens reconnaissance du vote blanc, des référendums, qu'il faut

- Sortir de ce véritable racket organisé par l'état et les sociétés d'autoroute via des péages aux coûts exorbitants.

On nous dit que circuler sur les autoroutes est synonyme de sécurité, on veut bien le croire, mais au vu des tarifs pratiqués, cela veut aussi dire que ceux qui ne peuvent investir l'équivalent en argent d'un plein d'essence pour faire par ex un La Rochelle-Strasbourg (allé uniquement) dans le prix d'un péage, n'ont comme solution que d'emprunter les Départementales et Nationales bien plus accidentogènes...

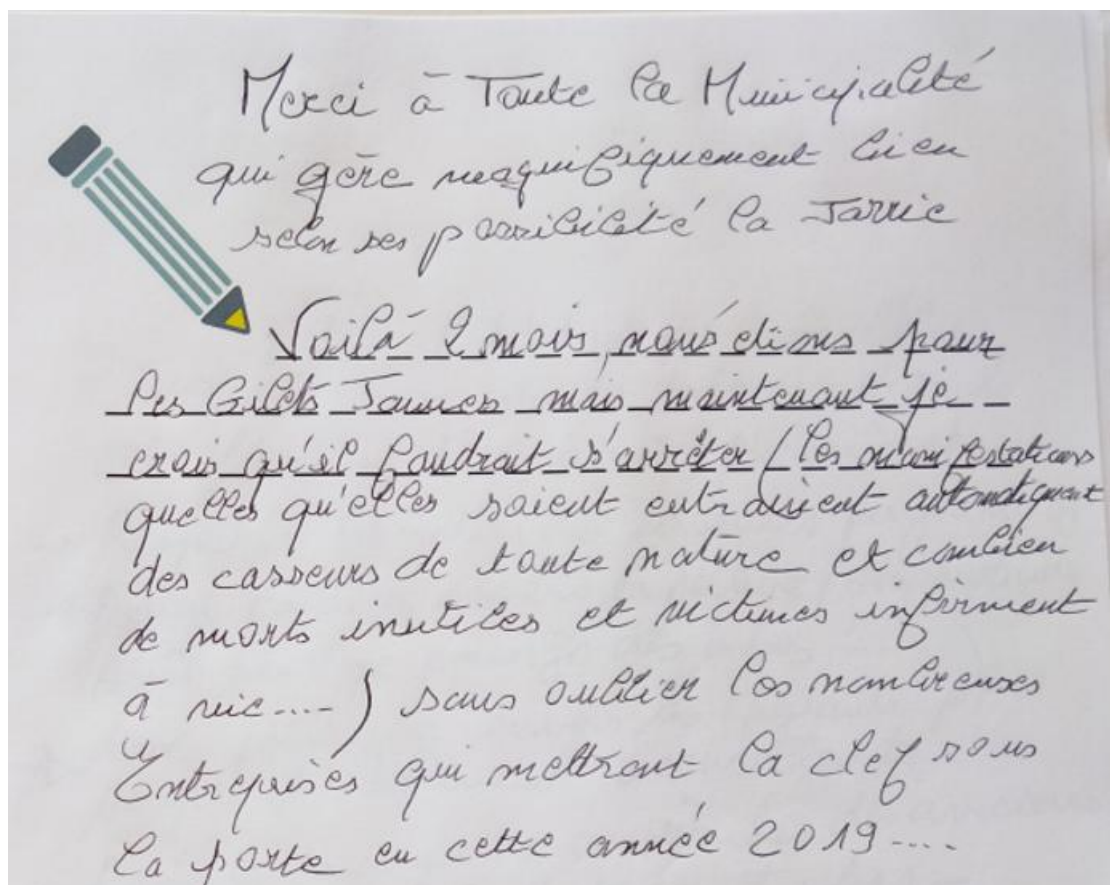
Merci la logique du libéralisme qui ne fait que servir un actionnariat de nantis souvent venu de l'étranger qui pille sans limite les biens nationaux construits au départ avec l'argent des contribuables français.

6) Diminuer le nombre de sénateurs et députés.
 7) Pourquoi le monde Politique garde-t-il les privilèges après la fin de sa fonction (Président, députés, ministres, sénateurs). Vous avez fini votre mandat !!! Vous redevenez simple citoyen -

Ma conclusion, sera insolente, "comme notre président", envers la classe ouvrière, des agitateurs, des bons à rien, des personnes ignares, par rapport, aux députés, si intelligents !!

Il y a, 10 personnes, sacrifiées, dans ce mouvement, des "gilets jaunes" !!! faut-il, encore 50 morts, pour obtenir, des mesures correctes, dans la vie quotidienne, des français, de la classe laborieuse. dit de basse - couche !!!

Emmanuel Macron, tu me réponds !!
 Arrête, de me prendre, pour un con !!!
 Que fais - tu, de mon pognon !!!



-Instaurer une taxe sur les automates et robots. Ce n'est pas le travail qui a disparu suite à la mise en place d'automates, mais la rémunération et les emplois pour l'effectuer. Ce travail est désormais à charge de chacun (banques, impôts, carte grise, caisses supermarché, pompe essence, services administratifs, EDF, etc...). Par contre, ce transfert du travail n'a pas donné lieu à réduction des prix de la part des services concernés et pire, a apporté des dépenses contraintes supplémentaires aux citoyens (obligation d'abonnement internet, obligation de carte bancaire, matériel informatique...) accentuant les problèmes des plus démunis, des plus âgés moins à l'aise avec le numérique, et des habitants des territoires abandonnés par l'administration pour qui il n'existe pas d'alternative.

Règles appliquées pour l'édition des contributions

Les contributions ont été numérotées de 1 à N. La forme (manuscrite ou dactylographiée) est indiquée, ainsi que le nombre de lignes sur le cahier original et le nombre de mots de la contribution. Il est précisé, quand l'information existe, si l'auteur est une femme, un homme ou un couple.

Les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone ne sont pas transcrits, en référence au Règlement européen pour la protection des données personnelles (RGPD). En revanche, les données relatives à l'âge et à la profession sont reprises quand elles existent. Si la contribution est datée, la date est indiquée. Si la contribution est signée, cela est indiqué également.

Afin de faciliter la lecture des contributions, l'orthographe a été corrigée mais la syntaxe a été respectée. L'usage des majuscules et de la ponctuation a été uniformisé. Le cas échéant, quelques ajouts ou commentaires apparaissent en italique entre [].

1. Manuscrit, 5 lignes, 21 mots

L'électeur veut (re)devenir CITOYEN et demande l'instauration du RIC, Référendum d'Initiative Citoyenne :

- Législatif
- Abrogatoire
- Révocatoire
- CONSTITUTANT.

[P. NOM]

[Adresse]

2. Dactylographié (2 pages agrafées), 78 lignes, 1064 mots (homme)

Monsieur [Prénom NOM]
[Adresse]

Le 21 décembre 2018

Propositions pour le Pacte populaire avec le Gouvernement :

Je demande humblement par l'intermédiaire de la commission qui rendra compte au gouvernement de la République :

La revalorisation du travail manuel et de l'artisanat.

(Ce que Monsieur le pdt Giscard d'Estaing a tenté de mettre en place en 1975...)

Qu'il soit possible aux employés des petites entreprises, des petits commerces, d'avoir accès aux formations, dans leur profession ou bien dans une autre qu'ils auraient envie d'apprendre, pour enrichir ou compléter leurs aptitudes.

Que les grandes et moyennes entreprises ouvrent leurs portes avant et pendant la formation aux futurs stagiaires de la discipline correspondante, sans les obliger à faire un parcours du combattant inutile et souvent stérile. Qu'une liste soit établie pour renseigner les postulants. Celle-ci pourrait être affichée dans les préfectures, dans les mairies, ou dans les chambres commerciales. Que ces établissements s'engagent à prendre en compte les vrais besoins de complémentarités professionnelles de la ou du stagiaire, à les rémunérer selon les barèmes de la profession ou du temps de la formation si celle-ci dépasse quinze jours.

Protéger et maintenir le service public hospitalier dépendant de l'AP-HP ou de tout autre organisme, ainsi que les conséquences qui en dépendent. Prévoir la revalorisation du métier d'infirmière-infirmier, aide soignante...

Augmenter les pouvoirs de répression administratifs et donner les moyens d'autorité de la CNIL (Commission nationale de l'Informatique et de la Liberté) contre tous les sites escrocs, les commerçants voyous sur la toile. Une centaine d'employés pour cette surveillance, ce n'est pas suffisant pour un pays comme la France pour défendre ses citoyens.

Faire en sorte que chaque gros groupe qui commerce avec une clientèle en France, ait une agence basée dans notre pays, qui ne s'occupe que des Français ; afin de pouvoir par la loi les contrôler. Parce que les sièges à Malte, au Luxembourg, en Irlande ou ailleurs sont hors contrôles totalement.

Réglementer les stratégies de fonctionnement des EHPAD (maisons de retraite) lorsque ces établissements font partie d'un groupe commercial. Instaurer un nombre approprié d'employés infirmières-iers, soignantes, en fonction du nombre de résidents, de l'importance de la structure. Les personnes âgées doivent être soignées, respectées, entretenues avec humanité.

Pour toutes les manifestations publiques qui seront autorisées par une préfecture sur le territoire, avant l'acceptation par les autorités les ou l'organisateur devront laisser un dossier indiquant l'itinéraire (de manière que la police et les autorités puissent installer des barrages, dans les rues adjacentes pour bloquer toute intrusion extérieure), donner le nombre de personnes qui seront

garants de la sécurité lors de l'événement, en participant à un service d'ordre obligatoire. Chaque manifestant devra porter un brassard de couleur qui lui sera remis avant le début du défilé ou des jours avant, une fois que la personne aura indiquée sa participation. Chaque manifestant devra être conscient que s'il y a des débordements, ce sera tout le groupe qui sera mis à une contribution financière pour payer les dégâts.

(*Je demande à la commission d'étudier, si le thème de l'idée leur semble envisageable, d'en modifier le concept. Mon idée est d'interdire l'entrée d'un rassemblement à toute personne indésirable. Parce que la violence, les dégradations, cela ne mène nulle part, et l'image du pays est dégradée. Ce sont ensuite tous les Français qui règlent la note d'une manière ou d'une autre).

Réglementer efficacement le rôle des maisons de crédit affiliées aux banques. Que celles-ci ne proposent plus d'argent aux créanciers tant qu'elles ou ils n'ont pas remboursé le crédit en cours. Qu'ils arrêtent de relancer tous les mois, les personnes pendant le cours de leur remboursement. Que l'argent des courriers mensuels servent alors, à la construction de logements sociaux, plutôt que de mal influencer des personnes déjà dans la gêne. Que ces établissements précisent bien et lisiblement (pas en petits caractères en bout de page) que les contrats ont des dates anniversaires, qu'il faut respecter en cas de rupture, en écrivant trois mois avant cette date, pour obtenir gain de cause. (Parce que sinon l'emprunteur reçoit une somme d'argent qu'il n'a pas demandé, même s'il en a besoin... Celle-ci, celui-ci devra rembourser tout de même...).

Renforcer la défense et la protection juridique des lanceurs d'alertes, dans n'importe quelle discipline, pour que ces personnes ne se retrouvent pas licenciées et sans ressources, lorsqu'elles ou ils ont agi pour le bien général des Français, ou ont permis au gouvernement de recueillir des millions d'euros qui n'avaient pas été versés auparavant. (Voir sous la présidence de Monsieur François Hollande et sous le ministère des Finances de Monsieur Michel Sapin...)

Encadrer différemment la législation à l'encontre des entreprises qui délocalisent ou qui ferment et licencient, alors que l'établissement dans l'ensemble de ses agences est bénéficiaire. Instaurer un barème de remboursement des subventions qui ont été accordées pendant toute la durée du fonctionnement, cela à partir du nombre de licenciés et de personnes au chômage.

Revaloriser l'ensemble des petites retraites des employés qui ont commencé à travailler dans la décennie 1960 et qui ont en fin de carrière tous leurs trimestres validés. Puisque les gouvernements successifs ont changé le nombre d'années sur lesquelles étaient calculé le barème des retraites en fonction des professions. (L'histoire pour le calcul des quinze meilleures années dans les années 1980 ? Puis les vingt-cinq dans la décennie 1990..., cela fait une belle différence en fin de carrière).

Prévoir une meilleure surveillance des banques, de nouvelles réglementations sur les produits dits à risque. Instaurer un barème de remboursement pour tous les établissements qui dans le futur seraient impliqués dans une crise financière...

Instaurer un service de formation politique et social (sur le modèle d'une préparation des grandes écoles) pour que d'ici deux à trois ans, des artisans, des employés, des ouvriers, des petits agriculteurs ou commerçants volontaires, puissent après instruction (le nombre de mois serait à définir par les professionnels de la politique ou un collège de spécialistes désigné à cet effet) passer un concours qui leur permettrait de s'inscrire lors d'une législation, comme candidat libre ou appartenant à un groupement, un parti, une mutuelle, pour représenter la masse de la population, participer aux différentes commissions de l'Assemblée.

Trouver une solution humaine et équitable pour que des familles françaises qui veulent aider, accueillir, parrainer, des immigrés en difficulté, qui dorment dans la rue ou n'importe où, puissent se rendre utiles sur tout le territoire, sans être dans l'inégalité.

Mesdames, Messieurs, je vous prie d'agréer mes meilleures salutations.

[Initiales]

[Signature]

3. Dactylographié (italique, petits caractères), 43 lignes, 828 mots (homme)

[Manuscrit] M. [NOM Prénom, Adresse, Téléphone]

Doléances

- Augmenter les pensions de retraites et les indexer sur le coût de la vie (statistique INSEE).
- Supprimer le 80 km/h pour rétablir le 90 km/h sur toutes les routes.
- Annuler la hausse de la CSG de janvier 2018 sur les retraites (3 points de hausse).
- Mettre en place le RIC (référendum d'initiative citoyenne) et revenir sur les lois scélérates du pouvoir de "Macron".
- Supprimer l'augmentation des taxes sur les carburants (10 centimes de hausse en janvier 2018) alors que le baril est au plus bas.
- Supprimer les taxes et la TVA sur la TVA sur les factures d'eau et d'électricité, ce qui double lesdites factures.
- Pour éviter la désertification des petites communes en campagne : réouverture des bureaux de poste tous les jours de la semaine, les perceptions, agences bancaires, etc.
- On parle de la désertification des villes, mais il faut tout le temps mettre la main au porte-monnaie pour stationner le véhicule, alors que les parkings des grandes surfaces sont gratuits avec un regroupement important de différentes enseignes. Pour le stationnement gratuit, voir la ville Royan. Il faudrait désactiver les horodateurs du vendredi midi au lundi matin pour pouvoir faire ses achats du weekend.
- Arrêter de faire voter des lois par une minorité de députés la nuit à 2h30 du matin à l'Assemblée nationale et pénaliser les députés non présents.
- Arrêter de créer des taxes et impôts (CSG, RDS, THLV, TVA sur la TVA ... et autres).
- Pourquoi une femme française qui travaille puis s'arrête pour élever son ou ses enfants gagne beaucoup moins en retraite que ces individus venus d'ailleurs à qui on donne une retraite de 1250 € sans jamais avoir cotisé. (Il a bien fallu avoir des imbéciles de députés pour voter des lois comme ça).
- Pourquoi garder, héberger, soigner ces clandestins soi-disant mineurs venus de nulle part et les faire profiter de notre système de protection sociale (bien sûr sans jamais avoir cotisé...)
- Gestion de l'eau : garder l'eau de pluie dans des réservoirs et ne pas ouvrir les écluses l'hiver pour plaire à une poignée d'agriculteurs qui s'obstinent à planter du maïs, alors que l'été la sécheresse menace.

Pour faire rentrer de l'argent dans les caisses de l'État :

- Diminuer le temps de versement de l'allocation chômage, en France 2 ans, en Angleterre 6 mois...
- Quand est-ce que le pouvoir va faire des économies en supprimant toutes ces commissions et rapports divers qui coûtent cher et en diminuant le nombre de députés (2 par région) et sénateurs ainsi que leurs réserves parlementaires. Avec l'argent économisé, cela permettrait de créer des postes dans les hôpitaux, écoles, EPHAD, police, gendarmerie... ?
- Supprimer les retraites de ceux qui n'ont jamais cotisé (voir le rapport de la Cour des comptes sur l'Algérie entre autres).
- Supprimer le CICE aux entreprises, celles-ci ont profité de l'argent sans créer d'emplois.

- Mettre une vignette sur les poids lourds qui transitent par notre pays. Ils dégradent les routes et ne participent pas pécuniairement à leur réfection.
- Faire payer un loyer de 2000 € aux détenus ou à leur famille (TV, Canal+, téléphone, soins gratuits, salle de musculation). Nos prisons sont pleines avec 71061 détenus actuellement, ceci rapporterait 1,705 milliards/an pour rembourser la dette de la France. En aucun cas ce n'est une double peine, un automobiliste pris en infraction : amende + retrait de points, ceci est une double peine. Nos anciens en EHPAD paient en moyenne 2500 € par mois et plus quand ils sont dépendants et leur famille dans bien des cas est sollicitée pour payer.

Automobile et sécurité routière :

- Pour parler de la pollution des automobiles, adressez-vous à des personnes qui connaissent le fonctionnement d'un moteur à explosion.
- Pourquoi vouloir interdire le diesel, on met encore une taxe le CO². Les voitures essence consomment plus de carburant et émettent plus de CO² que les moteurs diesel à puissance équivalente (cherchez l'erreur, encore une loi bien mal ficelée).
- Pourquoi ne pas privilégier le E85 ou le GPL au lieu de la voiture électrique trop chère à l'achat et dont les batteries sont fabriquées en Chine.
- Faire payer 1500 € d'amende pour l'usage du téléphone en voiture, comme en Angleterre (énorme facteur d'accident, le téléphone au volant).
- Peindre l'axe médian et les bords des petites routes de campagne. Par temps de brouillard, c'est un facteur d'accidents.
- Pourquoi amplifier le contrôle technique, alors que nos voitures n'ont jamais été autant sécuritaires, alors que la Pologne, la Roumanie, la Hongrie et les autres pays de l'Est ont refusé ce nouveau contrôle instauré par Bruxelles.
- Se mettre en conformité avec la loi sur la hauteur des ralentisseurs et plateaux (10 cm maxi). Décret N° 94-447 et norme NF P98-300 de mai & juin 1994.

À quand une justice égalitaire entre le peuple et les présidents, ministres, députés et autres pris la main dans le sac...

4. Dactylographié, 16 lignes, 193 mots

Je demande un casier vierge pour tous les politiques qui se présentent aux élections et une inéligibilité pour ceux qui ont été reconnus coupables d'infractions diverses.

Je souhaite que les députés et sénateurs donnent des justificatifs pour l'utilisation des enveloppes de frais de mandat quels qu'en soient les motifs d'utilisations.

Je réclame l'encaissement des 80 milliards d'euros annuels liés à l'évasion fiscale des grandes entreprises et l'encaissement des astreintes liées aux infractions des grandes surfaces.

Je demande la réduction des diverses commissions et le remboursement des salaires indus par les membres de ces dites commissions qui ne se réunissent qu'une ou deux fois dans l'année.

Je demande la réduction du nombre de députés et sénateurs et ne dépassant pas plus de 2 mandats consécutifs.

Je demande la prise en compte des bulletins « blancs » lors des différents votes.

Je souhaite vivement, tel que l'a préconisé l'ONU, le respect de la décision des populations autochtones de la Guyane qui s'opposent à l'exploitation d'une mine d'or (de plus par des sociétés canado-russes !). La forêt amazonienne est déjà fortement maltraitée par les Brésiliens, la France ne doit pas en rajouter !

14 janvier 2019

[P. NOM]

5. Manuscrit, 4 lignes, mots (même personne que n° 4)

- Retrait des militaires français dans tous les pays en guerre, notamment en Afrique.
- Tenir compte du vote blanc.
- Instauration du RIC.

[NOM P.]

7.01.19

6. Manuscrit, 8 lignes, 39 mots

Positionnement plus affirmé en matière d'écologie et environnement. Plantation de vrais arbres (pas comme les rabougris proche Intermarché).

1 lieu boisé de rencontres conviviales.

1 salle des fêtes ; si trop cher penser à l'intercommunalité.

Des rencontres débats citoyens.

7. Dactylographié (agrafé), 28 lignes, 303 mots (homme)

DOLÉANCE PRINCIPALE, POUR LE GRAND DÉBAT

(SERA-T-ELLE PRISE EN COMPTE !!!!)

LE POUVOIR D'ACHAT, DES RETRAITES !!!

HONTE, à tous ces gouvernements successifs, qui nous proposent, des retraites minables, avec toujours, des nouvelles retenues, et en parallèle, vous avez, ces salaires exorbitants de ces hauts fonctionnaires (il faudrait les plafonner, à la rémunération des députés : 7000 €, c'est confortable, par rapport à nos rémunérations mensuelles, pitoyables, et aussi tous ces rapports, de ces différentes commissions, si onéreuses, sont très souvent mis à la poubelle par les ministères concernés)...

Il faudrait, que l'on retrouve notre indemnité, "pour les vieux nuisibles", (car on n'est pas respecté par ce gouvernement), retrouve la valeur, de janvier 2017, avec l'inflation, de 2017 et de 2018, ajoutée, accompagnée, d'un petit coup de pouce, qu'on a tant besoin, et surtout, que nos rétributions soient indexées, au taux de l'inflation !!!

Je n'ai pas élu un président, pour nous faire "arnaquer" ; la CSG n'a jamais été dans son programme de candidat !! Surtout, en 2017, je n'ai pas voté "pour" LUI, mais "contre" Marine Le Pen !!!

Et ma proposition est aussi valable pour les travailleurs, payés à coups de lance pierre !!

Ma conclusion sera insolente, "comme notre président" envers la classe ouvrière, des agitateurs, des bons à rien, des personnes ignares, par rapport, aux députés, si intelligents !!

Il y a 10 personnes, sacrifiées, dans ce mouvement des "Gilets jaunes" !!! Faut-il encore 50 morts, pour obtenir des mesures correctes, dans la vie quotidienne des Français, de la classe laborieuse, dite de basse-couche !!!

Emmanuel Macron, tu me réponds !!
Arrête, de me prendre, pour un con !!!
Que fais-tu de mon pognon !!!

[Nom Prénom]
17220 La Jarrie

PS : Est ce que ce grand débat
Ne sera, que du bla-bla !!!
Avec aucun bon résultat,
Pour les crève-la-faim, parias...

8. Manuscrit, 5 lignes, 26 mots

Pas de cumul de mandats.

Un RIC en toutes matières.

Casier vierge de tous les élus.

Transparence sur les taxes et impôts.

Pas de cadeaux fiscaux.

9. Dactylographié, 30 lignes, 388 mots (femme)

Monsieur le Maire,

Je sollicite toute votre bienveillance pour vous faire part de mon témoignage sur les incidents qui ne sont déroulés le samedi 5 janvier 2019 en fin d'après-midi sur le port de La Rochelle. J'ai été témoin et victime d'un acte choquant, injuste et qui ne reflète en rien les valeurs de notre beau pays.

Je me présente Marie, citoyenne pacifiste, 36 ans, maman de 2 enfants, manager en grande distribution, photographe et actuellement à la recherche d'un emploi.

Samedi en fin d'après-midi, je discutais tranquillement à la terrasse d'un café avec d'autres citoyens lorsqu'une foule constituée de touristes, enfants, femmes, hommes, handicapés, personnes âgées s'est mise à courir en direction du canal, hurlant de peur. En effet, une pluie de lacrymogènes s'abattait sur nous.

Je tiens à vous préciser que ces personnes ne portaient pas de gilets jaunes, et que de toute façon la manifestation était pacifiste, je peux vous l'affirmer. Raison pour laquelle je ne comprends pas et ne m'explique pas cet acte de violences gratuites de la part de nos services de l'ordre.

Je me suis précipitée dans le bar le plus près pour me protéger et j'ai assisté à une scène extrêmement choquante. Les CRS continuaient à gazer le port tout en avançant. Ils se sont arrêtés devant la vitrine du bar dans lequel j'étais et ont commencé à nous faire des signes de provocations. Ils nous fixaient en nous faisant des signes de « venir se battre ».

Est-ce normal Monsieur le Maire ?

Surtout qu'autour de moi la majorité des citoyens étaient des personnes âgées. J'ai même vu une jeune fille faire une crise d'angoisse qui ne pouvait sortir de l'établissement car elle était effrayée.

C'est pourquoi, Monsieur le Maire, je vous interpelle : nos services de police sont-ils vraiment là pour assurer notre protection ? Étant porte-parole de vos citoyens, je suis citoyenne et depuis samedi je me sens bafouée.

Qu'ai-je fait pour me faire gazer ? Et pourquoi ont-ils aussi utilisé des flashballs ?

Je vous demande donc d'intervenir avec la plus grande bienveillance afin que ce genre de violences gratuites ne se reproduisent jamais.

Au nom de notre beau pays et de ses valeurs, je vous supplie de bien prendre en compte mon témoignage pour l'avenir de mes enfants et de mes concitoyens.

Cordialement,

Une citoyenne pacifiste,

[Signature]

[Prénom Nom]

[Adresse]

17220 St-CHRISTOPHE

10. Manuscrit, 8 lignes, 50 mots

Pour le bien de mon pays, pour le bien de la démocratie et pour la paix sociale.

Je sollicite : * le RIC dans son intégralité : Législatif-Révocatoire-Abrogatoire-Constituant.

* Casier judiciaire vierge pour nos élus.

* Transparence fiscale.

* Arrêt du cumul des mandats.

* Arrêt des cadeaux fiscaux.

Merci

11. Manuscrit, 35 lignes, 265 mots (homme, même que n° 7)

Revendications suite à la lettre présidentielle.

- Grâce à notre maire énergique, La Jarrie est une commune privilégiée, avec une gare TER, un service quotidien de cars pour La Rochelle, et l'installation prochaine de la fibre optique, mais beaucoup de communes ne profitent pas de ces avantages, tout en payant les mêmes impôts !
- Avec les retenues excessives de M. Macron, le pouvoir d'achat de la classe ouvrière (travailleurs et surtout retraités) n'est plus en mesure de faire vivre décemment tous ces gens qui connaissent la précarité.
- Il faut donner plus de démocratie participative aux citoyens : reconnaissance du vote blanc, des référendums, qu'il faut accroître pour les lois importantes (réforme des retraites, suppression des régimes particuliers, etc.) et 1/3 de dose de proportionnelle pour une représentation plus correcte des partis.
- Un sérieux remue-ménage sur les avantages particuliers et excessifs de certains élus (députés, sénateurs, ministres, président) et surtout ceux des anciens élus et des hauts fonctionnaires, aux traitements exorbitants et aux dépenses choquantes...

- Il faudrait nationaliser les autoroutes, au tarif acheté de l'ère chiraquienne. Je ne parle pas des péages pour engraisser les actionnaires...
- Il faudrait vraiment réglementer correctement le droit de l'asile. Secourir les populations qui fuient la guerre, c'est bien, à condition que ce ne soit pas au détriment de notre système social, car la pauvreté s'amplifie de jour en jour pour nous les petits Français qui sont négligés et blessés par le ton arrogant, dédaigneux et méprisant, des corps gouvernementaux supérieurs, qui règnent, par ordonnance !!!
- Il ne faudrait pas que la conclusion de ce grand débat se transforme "en grand capharnaüm".

[NOM Prénom]

12. Manuscrit (1 page agrafée), 25 lignes, 197 mots (homme)

[Téléphone]

M. [NOM]

DOLÉANCES

- * Dissolution de l'Assemblée.
- * Rétablissement de l'ISF.
- * Suppression de la CSG sur les retraites (revoir seuil).
- * Réindexation des retraites suivant inflation.
- * Prime exceptionnelle pour les retraites en-dessous 2500 €, de 100 €.
- * Création du Référendum Initiative Citoyenne (RIC).
- * Création de [la] 6^e République. Revoir la Constitution.
- * Arrêt des gros salaires des hauts fonctionnaires. Limitation à 5 000 €.
- * Limiter les retraites des élus à 3 000 €. Pour les présidents, 5 000 € la première année de retraite, après 3 000 €.
- * Arrêt des chauffeurs, garde du corps, après 1 an de retraite.
- * Revoir nos institutions : SÉNAT, etc.
- * Évaluation continue de nos politiques.
- * Transparence des salaires + frais.
- * Économie du train de l'État, à savoir : voiture, avion, chauffeur, garde du corps, secrétaire d'État.
- * Chasse à l'évasion fiscale. Taxation plus forte des dividendes.
- * Reconnaissance du vote blanc.
- * Blocage de l'heure d'été toute l'année.
- * Revenir à 90 km/h sur route.
- * Suppression d'aide au CICE pour ceux qui n'embauchent pas, et remboursement des aides.
- * Chasse à la fraude fiscale.
- * Référendum pour ou contre notre président, M. MACRON.

13. Dactylographié (3 pages agrafées), 98 lignes, 1203 mots

Contribution au grand débat

Madame, Monsieur,

Ne souhaitant pas utiliser le service Internet du gouvernement lié au Grand débat national, car il est très « dirigé » au niveau des questions posées et des réponses que l'on peut donner.

Mes souhaits pour une vraie démocratie la plus égalitaire possible dans ce beau pays de France :

- Remettre l'ISF en place, car les riches n'ont jamais été aussi riches et se moquent bien d'investir en France dans des activités économiques durables et socialement équitables, ils choisissent en priorité d'être des actionnaires « charognards » qui se nourrissent sur des entreprises rentables le plus rapidement possible, que l'on revend rapidement et qui souvent ferment définitivement.
- Rendre aux retraités la CSG que le gouvernement leur soutire pour de faux prétextes. Les retraités, quand ils travaillaient, on leur disait de travailler pour les anciens, maintenant qu'ils sont en retraite, on leur dit de contribuer pour les plus jeunes, vive l'incohérence de nos politiciens.

Ce vol caractérisé remet en plus les principes de promotions sociales dont on peut profiter dans nos entreprises en se formant durant toutes nos carrières, pour avoir de meilleurs métiers, mais aussi de meilleures payes et donc de meilleures pensions de retraites !

À quoi bon faire des efforts d'études, de cours du soir, de formations spécialisées quand en fin de compte on nous pille les quelques bénéfices que l'on a en étant en retraite.

De plus c'est méconnaître l'importance des retraités dans l'économie, ils font travailler les entreprises du bâtiment, de santé, de loisirs, de vacances, les associations, ils donnent beaucoup aux œuvres, aident leurs enfants, petits enfants...

Les retraités sont une composante importante de l'économie, encore faut-il qu'ils puissent garder et profiter de l'argent qu'ils ont gagné honnêtement.

- Sortir de cet État soi-disant démocratique tout droit sorti de l'ENA et de quelques autres « grandes écoles » formatées qui spolient tous les postes à responsabilité dans les administrations publiques et entreprises assimilées pour nous imposer leurs visions libérales de l'économie au profit de leur classe.

Ces gens-là ne se souviennent pas que toutes leurs études, leurs voyages, leurs stages (souvent à l'étranger) sont financés par des citoyens français dits « de base ou moyens » qui, eux, ne font que subir taxes diverses et nombreuses, impôts aux multiples formes et contributions souvent diffuses mais bien réelles sur leurs emplettes du quotidien réalisées en France.

Ces Français-là ne peuvent pas se permettre de placer dans des œuvres d'art, des placements dans des îles, des « niches » pour défiscaliser à grande échelle, spécialement faites pour éviter aux plus riches de payer trop d'impôts en France... Le Français de base est imposable à souhait, taxable à volonté, car ils est avant tout fixé dans une région, un terroir, un village, il n'investit pas à l'étranger, avec des soutiens, des placements internationaux (souvent très avantageux fiscalement parlant) ...

Et ces gens de « l'ÉNARCHIE » ne manquent pas d'imagination pour créer toujours plus de nouvelles contraintes fiscales et réglementaires qui s'empilent malgré les promesses de simplification et de diminution de la pression fiscale, mais celles-ci ne sont que des mensonges de plus annoncés lors des campagnes électorales.

- Sortir de ce véritable racket organisé par l'État et les sociétés d'autoroute via des péages aux coûts exorbitants.

On nous dit que circuler sur les autoroutes est synonyme de sécurité, on veut bien le croire, mais au vu des tarifs pratiqués, cela veut aussi dire que ceux qui ne peuvent investir l'équivalent en argent d'un plein d'essence pour faire par ex un La Rochelle-Strasbourg (aller uniquement) dans le prix d'un péage, n'ont comme solution que d'emprunter les départementales et nationales

bien plus accidentogènes...

Merci la logique du libéralisme qui ne fait que servir un actionnariat de nantis souvent venu de l'étranger qui pille sans limite les biens nationaux construits au départ avec l'argent des contribuables français.

Mais ceci se vérifie aussi dans d'autres secteurs que celui des autoroutes.

- En finir avec ces mesures irréflechies, purement électoralistes, décidées à la serpe comme :
 - le 80 km/h partout, qui cherche avant tout à faire fonctionner les radars,
 - le tout TGV (très cher et discriminant comme les péages d'autoroute) qui tue les petites lignes au détriment de myriades bus diesel (bravo encore une fois pour la transition écologique, cherchons la logique...),
 - le tout nucléaire (qu'allons-nous faire de ces millions de tonnes de déchets radioactifs liés au démantèlement des centrales ? Quels projets énergétiques pour demain ?)...

Il faut une égalité devant l'impôt (les impôts, les taxes), tout le monde doit s'acquitter proportionnellement à ses revenus d'un impôt, même de 10 €, même quand on ne touche que des aides de l'État au chômage, cela prouverait que l'on a des droits mais aussi des devoirs dans ce pays. Rien n'est gratuit, tout le monde doit donner sa part pour bien faire voir que l'on est citoyen à part entière de cette République.

On ne peut pas continuer à faire fonctionner un pays avec 47 % des habitants soumis à l'impôt qui contribuent pour 100 % des Français.

De plus c'est une tromperie de supprimer la taxe d'habitation, nos villes, villages ont besoin d'argent... Certes il faut revoir complètement ce genre de taxes (comme la foncière, qui sont inégalitaires au possible), les réviser, les réactualiser avec des coûts bien moindres pour la majorité des habitants dans un but égalitaire.

Même s'il y a la TVA et les taxes diverses sur les produits pétroliers... qui sont pour tout le monde identique, mais encore faudrait-il une fois de plus une logique ; pourquoi le kérosène des avions, le pétrole lourd des bateaux ne sont pas taxés au même niveau ?

Que dire de l'amoncellement de taxes diverses sur le prix de l'eau de ville, alors que l'agriculture conventionnelle et l'industrie gaspillent sans la payer à son véritable coût...

Mais on a le même scandale sur le prix de l'électricité avec en plus des agents EDF (actifs et retraités) qui nous disent sans arrêt « Économisez, isolez-vous... » mais qui, eux, ne payent qu'un coût modique (entre 5 et 10 % avec gratuité des abonnements). Qu'ils aient un petit avantage d'accord, mais pas de cet ordre, c'est honteux car en plus ils nous font la morale sans arrêt via leurs courriels, leurs publicités...

Les lobbys sont au pouvoir et favorisent leurs clientèles, leurs actionnaires, c'est évident, on le voit encore dans l'agriculture conventionnelle et sa chimie mortifère, son machinisme monstrueux...

- Il faut que le vote blanc soit pris en compte lors des élections nationales et locales et que le principe d'un référendum d'initiative citoyenne soit pris en compte pour des projets d'intérêts nationaux qui concernent la vie professionnelle, la vie sociale, la santé, l'éducation, la sécurité, la transition écologique, les transports, la culture, le sport et plus généralement les grands projets où l'argent du contribuable est investi en grande quantité.

Comme vous le voyez dans cette énumération de souhaits « à la Prévert » non exhaustive, quand on nous parle sans arrêt de Liberté, d'Égalité, de Fraternité, il faudrait à un moment que notre société humaine aille vraiment dans ces directions, sous peine de voir les violences, les haines (raciales, religieuses, sociales...) se multiplier sans limite.

Bien cordialement

14. Manuscrit, 14 lignes, 98 mots (couple)

Doléances

1) Vérifier que les personnes assujetties à l'ISF ont contribué aux entreprises ; pour celles qui n'ont rien fait retour à l'ISF.

2) Les retraités taxés sur la CSG : annulation de cette loi.

3) Diminution des impôts pour tous.

4) La suppression des impôts locaux pour tout le monde.

5) Retour aux 90 km/h sur les RN.

6) Diminuer le nombre de sénateurs et députés.

7) Pourquoi le monde politique garde-t-il ses privilèges après la fin de sa fonction (président - députés - ministres - sénateurs). Vous avez fini votre mandat !!! Vous redevenez simple citoyen.

M. Mme [NOM, Prénom, Prénom]

15. Manuscrit (3 pages), 60 lignes, 304 mots (homme)

La Jarrie, le 15 janvier 2019

Doléances des citoyens et du peuple français

1) Augmentation du SMIC à 1600 € nets, de quoi juste pour se loger, s'habiller, se nourrir normalement.

2) Augmentation des retraites de 25 % avec un minimum de base de 29 %. Ou la pension de réversion lorsqu'il y a un des deux conjoints qui décède devrait être au maximum pour l'homme ou la femme qui se retrouve seul !... L'argent qui reste de ses pensions de retraite, où va t-elle, Monsieur le Président, Messieurs les politiques, je vous pose la question ?...

3) Augmentation de l'aide à l'invalidité.

4) Suppression de la CSG sur les retraites.

5) Diminution des taxes imposées par le gouvernement (gasoil, électricité, gaz, redevance audiovisuelle, et alimentaire, etc.).

6) Des création d'emplois.

7) Diminution des charges patronales pour les entreprises de moins de 10 personnes pour faciliter les emplois. Diminution des charges salariales. Prime à l'aide pour la création d'entreprises.

8) Privilégier les achats dans les entreprises françaises.

Retraite à 60 ans.

Remise en place de l'ISF.

Diminuer le nombre de sénateurs et de députés. Le besoin français est de 20 sénateurs et de 100 députés.

Diminuer les salaires de tous les membres du gouvernement de 30 % minimum.

Mettre l'impôt sur le revenu sur les grosses fortunes et le gouvernement.

Diminution des avantages des élus. Combattre réellement la fraude fiscale. L'arrêt de financement des anciens membres du gouvernement qui ne sont plus au pouvoir.

Donner au peuple le droit de vote des lois nationales par référendum.

Prendre en compte les votes blancs et les abstentions.

Retirer la prime de 2500 € pour que les migrants sortent de notre pays ainsi que la prime de 1000 € pour la réinsertion et la création de leurs entreprises dans leurs pays.

La dissolution complète du gouvernement.

[Prénom Nom]

Le 15/01/2019

16. Manuscrit, 22 lignes, 125 mots (couple)

Merci à toute la municipalité qui gère magnifiquement bien selon ses possibilités La Jarrie.

Voilà 2 mois, nous étions pour les Gilets Jaunes mais maintenant je crois qu'il faudrait s'arrêter (les manifestations quelles qu'elles soient entraînent automatiquement des casseurs de toute nature et combien de morts inutiles et victimes infirmes à vie) sans oublier les nombreuses entreprises qui mettent la clef sous la porte en cette année 2019...

Oui il faut tout remettre sur table car voilà 40 ans malheureusement [que] tout se dégrade.

- Augmenter le SMIG et les retraites chaque année selon le coût de la vie .
- Revoir le coût des loyers.
- Le pays peut faire des économies : diminuer le nombre de sénateurs, parlementaires et députés...
- Revoir l'immigration.

M. Mme [NOM] La JARRIE

17. Manuscrit, 14 lignes, 82 mots

Que l'État français cesse d'être INFÉODÉ aux grands lobbies et trusts de la finance, pétrochimie, pharmacie, etc...

- > Respect et libération des semences paysannes.
- > Actions concrètes envers la nature (stop pesticides, arrêt abattage massifs des arbres...).
- > Une politique envers les migrants plus souple et réellement accueillante.
- > Avoir le courage de se détacher des anciens systèmes qui ne fonctionnent plus = changement de paradigme.
- > Concertations citoyennes pour trouver ensemble des solutions innovantes. Réunions en local qui remettront en national.

18. Manuscrit, 28 lignes, 211 mots

Une justice égale pour tous = MM. CAHUZAC, GUÉANT et bien d'autres escrocs devraient être en prison alors qu'on enferme d'autres pour moins que ça !!

Revalorisation des retraites, indexées sur le coût de la vie.

Les efforts doivent être réalisés au niveau du gouvernement, montrant ainsi l'exemple, à savoir :

- réduire le nombre de députés,
- revoir leur train de vie,
- supprimer les avantages de tous les anciens présidents,
- 2 élections maxi pour les élus.

Revoir les tranches d'imposition, afin que tous les citoyens français soient concernés pour une meilleure répartition.

Baisser la TVA sur l'alimentation.

Suppression de la CSG pour toutes les retraites inférieures à 1500 € par personne.

Revoir l'attribution de la CAF pour les faibles revenus car 1 couple avec 1 enfant et 1200 €/mois n'a rien alors qu'un couple avec 3 enfants et 10 000 €/mois perçoit de la CAF.

Remettre l'ISF car la suppression faite par M. MACRON n'a pas fait revenir ceux qui ont quitté la France et n'a pas créé de nouveaux emplois.

Dissolution du Sénat devenu inutile et qui coûte très cher.

Stop à la venue de migrants qui reçoivent toute l'aide financière et autre (c'est nous qui payons), alors que des Français souffrent et meurent de faim, etc.

19. Dactylographié (1 page agrafée), 31 lignes, 351 mots (couple)

Mme et M. [Nom Prénom]

[Adresse]

Baisse des prélèvements obligatoires : CSG-CRDS.

Suppression des hausses de carburant, péages, EDF, gaz.

Regroupement des services publics dans des maisons prévues à cette effet.

Suppression des 35 heures, remettre à 39 heures.

Pas d'allongement de départ de l'âge à la retraite 62 ans.

Réduire la dette de l'État par la baisse du nombre de sénateurs, de députés, de ministres délégués, de collaborateurs, de secrétaires d'État, etc.

Réduire les frais de personnels, trop de dépenses par rapport aux dépenses d'investissement.

Supprimer les missions gouvernementales qui coûtent très chères et qui ne servent à rien bla bla...

La Cour des comptes suffit, et n'est pas écoutée.

Améliorer le fonctionnement de l'État son administration, son organisation, son action, trop échelons

Administration centrale : le corps d'inspection générale et de contrôle, trop de niveaux.

Réforme territoriale :

Supprimer tous les doublons des administrations de l'État depuis le regroupement en 12 régions.

Supprimer les missions du patrimoine à l'étranger, privilégier le patrimoine français.

Supprimer le pack immigration, les allocations, les prestations sociales, les retraites pour les étrangers qui viennent se faire soigner en France.

Réduire les dépenses pour l'immigration, CMU, allocations diverses, etc.

Injustice sociale : abaisser le taux de TVA sur les produits de 1^{ère} nécessité et augmenter les produits de luxe.

Décentralisation : plus de pouvoirs aux maires, aux collectivités locales (régions, départements) pour décider des aménagements territoriaux, routes à 80 kms.

Compétitivité économique des entreprises : baisse des charges, privilégier les entreprises françaises, les productions locales.

Privilégier l'agriculture française.

Revalorisation des retraites et uniformiser les taux 80 %, 70 %, 50 % et uniformiser l'âge de départ à la retraite pour tous à 62 ans.

Pourquoi prendre la retraite de base couple pour le taux d'imposition de la CSG au lieu de la retraite de chaque individu, ce qui fait une grosse différence au final.

Baisser les tarifs des dentistes, des oculistes et réglementer les dépassements d'honoraires.

Taxer les camions étrangers, mettre en place une vignette pour les transporteurs comme en Suisse et en Autriche.

Et pour finir, les prières de rues à Paris entravent plus la circulation que les Gilets jaunes.

20. Manuscrit, 6 lignes, 39 mots (femme)

[Prénom Nom, Adresse]

- Suppression des 1,86 % de CSG.
- L'indexation totale des pensions sur l'indice du coût de la vie compte [tenu] des non-augmentations constatées depuis de nombreuses années.
- Prendre en compte le vote blanc.
- Retour de l'ISF.

21. Manuscrit, 14 lignes, 99 mots (homme)

[PRÉNOM NOM, Adresse]

- Augmentation des pensions de retraite selon le coût de la vie.
- Remise en place de l'impôt sur la fortune à partir d'un capital de 1 000 000 euros au taux de 5 %.
- Création d'un revenu maximum par personne de 10 fois le SMIC ; tout ce qui est supérieur taxé à 100 %.
- Passation du SMIC à 1500 EUROS.
- Création d'un immense emprunt d'État :
 - Rendement 0 %.
 - NON imposable à l'ISF.
 - Transmissible à tout moment.
 - Remboursable sur 26 ans, 1 série par an, après 4 ans de non-remboursement.

[Signature]

22. Dactylographié (2 pages agrafées), 78 lignes, 1084 mots (femme)

[Prénom NOM]

[Adresse]

Politiques et institutions

- Mettre en place les **élections politiques à la proportionnelle** afin qu'elles reflètent fidèlement les résultats des votes des citoyens.
- Comptabiliser **les votes blancs** car si aucun candidat ne convient aux électeurs, il est logique dans une démocratie de pouvoir l'exprimer et que cette expression soit prise en compte.
- Diminuer les retraites des anciens présidents, les rémunérations des parlementaires etc.
- Réduire le nombre de sénateurs et députés.
- Inéligibilité à vie en cas de condamnation = devoir d'exemplarité.

- Repenser l'aménagement du territoire français, **l'accès aux services publics, surtout dans les zones rurales**. Tout le monde doit trouver un bureau de poste, un guichet de trésor public etc. à proximité.
- Annuler la limitation de la vitesse à 80 km/h.

Europe et immigration

- Sortir de la zone euro et revenir au franc.
- Retrouver la **maîtrise de notre politique monétaire** et des taux de change favorables à notre économie, afin de doper les exportations et équilibrer la balance commerciale.
- Mettre en place une **réelle politique d'immigration**. Se baser sur les expériences réussies des autres pays (Canada, Australie). Cette politique doit imposer des quotas afin de répondre aux besoins de notre pays. Établir une liste annuelle chiffrée de métiers pour lesquels les entreprises françaises ont du mal à trouver du personnel. Définir un niveau de formation/qualification « plancher » à détenir pour les candidats à l'immigration.

Pouvoir d'achat et fiscalité

- TVA < à 5 % sur les produits de première nécessité, alimentaires et non alimentaires, et sur les produits bio ou à faible empreinte carbone.
- Aligner le taux du livret A au moins sur le taux d'inflation.
- Rétablir l'ISF.
- Taxer le capital non productif, spéculatif et rentier.
- Pour les grandes sociétés qui réalisent des profits record, **plafonner la prise des dividendes à 30 %** des bénéfices maximum. Revenir à la règle d'or : 30 % pour les actionnaires – 30 % pour l'investissement, recherche et développement – 30 % pour les salariés.

Santé, social, famille

- Encadrer les tarifs de séjour en maison de retraite afin que **le reste à charge ne soit jamais supérieur au montant de la retraite**. La question de « rentabilité » de ce type d'établissements sociaux ne devrait pas se poser et ces structures doivent être accessibles à chaque personne âgée qui en éprouve le besoin.
- Création du risque « dépendance » pour compléter les risques déjà assurés par la sécurité sociale.
- Imposer un **nombre de personnels suffisant dans les EHPAD** en fonction du nombre de résidents et permettant une prise en charge de qualité aussi bien dans les actes techniques que **dans l'approche humaine**.
- Arrêter les réductions de personnels et des lits dans les hôpitaux. Stopper les fermetures des hôpitaux de proximité. Mettre suffisamment de personnel dans tous les services : urgences, maternité, gériatrie...
- Prendre des mesures pour lutter contre les **déserts médicaux**. Se préoccuper enfin du vieillissement de la population de médecins, de leur non-remplacement, des délais d'attente pour consulter un spécialiste.
- Légiférer sur **la possibilité de mourir dans la dignité et pouvoir décider de sa fin de vie** : permettre le recours à l'euthanasie dans le cas où l'état de la personne ne lui laisse aucun espoir et lui cause des souffrances insoutenables.
- **Arrêter la suppression des emplois publics indispensables aux citoyens** (professeurs, infirmiers, policiers...). Porter les effectifs à un niveau décent dans les hôpitaux, maisons de retraites, écoles (classes de 18 - 20 élèves maximum, remplacement immédiat des enseignants absents).
- **Augmenter les indemnités du congé parental pour les 6 premiers mois**. Ces allocations doivent arriver au même niveau que le salaire moyen perçu par la mère (ou le père). Aujourd'hui on est **contraint** de confier un nourrisson âgé de seulement 10 semaines et

reprendre le travail, alors même que le bébé a besoin d'être materné et sécurisé par les soins de ses parents dans les premiers mois de vie. La mère est à peine remise de l'accouchement. C'est une violence institutionnelle ! La possibilité de prendre un congé parental à l'issue des 10 semaines de congé maternité est illusoire : **qui peut subsister avec un congé parental payé 390 € par mois ???** C'est même en dessous du RSA ! Une reprise à mi-temps n'est guère plus envisageable, le complément de la CAF pour le manque à gagner est ridicule !

- Revenir à l'âge de départ à la retraite à partir de 60 ans. Vu le taux de chômage actuel, il faut laisser la place au travail pour les jeunes et permettre aux aînés de se reposer.

...

Monsieur le Président,

Notre pays n'est pas votre domaine dont vous pouvez disposer comme bon vous semble et les Français ne sont pas vos sujets. Vous étiez élu pour servir les intérêts de la Nation, pour le bien de nous tous, de nos enfants, de nos aînés. Or, les mesures que vous mettez en œuvre depuis le début de votre mandat sont destinées à rendre les riches encore plus riches et les pauvres encore plus pauvres. Au milieu, les classes moyennes, ni trop riches pour n'avoir besoin d'aucune aide, ni trop pauvres pour en bénéficier, étouffent.

Vous vous permettez de vous montrer arrogant, méprisant vers les citoyens dont vous êtes le représentant (élu avec 18 % car 82 % n'ont pas souhaité vous confier ce mandat).

Vous êtes en train de progressivement démanteler les conquêtes sociales, durement acquises par nos aînés et votre vision libérale mène notre pays à la catastrophe.

Quel avenir nous proposez-vous ? Une poignée de multimillionnaires en haut et une masse de pauvres à qui on donne juste assez pour qu'ils subsistent et pour que surtout ils n'aient pas le temps de relever la tête et réclamer autre chose ? J'en veux pour preuve votre aumône de 100 € de prime d'activité par mois. **La bonne question à se poser serait « pourquoi la rémunération pour un travailleur à temps complet est si basse, au regard du coût de la vie, que l'État doit mettre en place une rallonge sous forme de prime d'activité ? »**. Ne serait-ce la conséquence du fait que le niveau de rémunération d'une très grande partie de Français n'est pas cohérent avec le niveau de vie dans un pays développé ? Votre prime agit sur les effets mais pas sur les causes. C'est un aveu d'impuissance à reformer et à innover, à proposer des solutions structurantes et pérennes.

Le peuple français et notre beau pays méritent mieux que ça !

[Prénom NOM]

[Signature]

23. Manuscrit, 22 lignes, 173 mots (homme)

[NOM Prénom]

[Adresse]

- Rendre le vote obligatoire.
- Instaurer un quota mini pour l'adoption d'une loi (il est anormal que la loi officialisant l'augmentation de la CSG pour les retraités ait été adoptée par seulement 43 voix contre 13, sur un total de 577 députés!).
- Réduire le nombre de députés et de sénateurs et leur imposer un jeton de présence.
- Remise à plat des salaires prohibitifs des employés de ces 2 institutions, ainsi que de leurs avantageuses retraites et avantages en nature.

- Revoir les avantages accordés aux anciens présidents de la République (salaire, voiture, personnel, etc.) qui redeviennent des citoyens "lambda".
- Réinstaurer l'ISF.
- Lutter contre l'évasion fiscale pour contraindre les évadés fiscaux (footballeurs, artistes, grands patrons, etc.) à payer leurs impôts en France.
- Supprimer l'augmentation de la CSG pour les retraités.
- Indexer les pensions de retraite sur l'inflation.
- Instaurer un quota de migrants et renvoyer systématiquement dans leur pays d'origine les membres de l'EI arrêtés en France.
- Revoir le paiement indu des retraités décédés en Algérie.

24. Dactylographié (3 pages), 100 lignes, 1226 mots (homme)

De : [Prénom NOM]

Janvier 2019

Retraité

17220 La Jarrie

Doléances sur les thèmes évoqués dans la lettre aux Français

IMPÔTS, DÉPENSES ET ACTION PUBLIQUE

- Revoir la liste des produits de première nécessité bénéficiant d'un taux de TVA réduit. Une machine à laver, des produits d'entretien, un réfrigérateur ou un abonnement Internet sont des produits de nécessité pour les plus démunis (alors que dans la liste des produits taxés à taux réduit on y trouve par exemple les pesticides agricoles ou les importations d'œuvres d'art !). Mettre en place un système de récupération de TVA réservé aux foyers en dessous d'un certain seuil de revenu ?
- Augmentation de la TVA sur les produits de luxe. La plupart des grandes entreprises de produits de luxe pratiquent l'optimisation fiscale en dehors de la France et délocalisent leur production.
- Instaurer une taxe sur les automates et robots. Ce n'est pas le travail qui a disparu suite à la mise en place d'automates, mais la rémunération et les emplois pour l'effectuer. Ce travail est désormais à charge de chacun (banques, impôts, carte grise, caisses supermarché, pompe essence, services administratifs, EDF, etc.). Par contre, ce transfert du travail n'a pas donné lieu à réduction des prix de la part des services concernés et pire, a apporté des dépenses contraintes supplémentaires aux citoyens (obligation d'abonnement Internet, obligation de carte bancaire, matériel informatique...) accentuant les problèmes des plus démunis, des plus âgés moins à l'aise avec le numérique, et des habitants des territoires abandonnés par l'administration pour qui il n'existe pas d'alternative.
- Concernant les petites infractions routières, le retrait de point ou de permis est égalitaire mais pas les contraventions. Une amende de 135 € n'a ni le même impact dissuasif ni les mêmes conséquences en fin de mois pour une personne au SMIC ou une personne avec 4 000 € de revenu mensuel. À proportion, soit le smicard devrait seulement payer une amende de 35 €, soit la personne gagnant 4000 € payer 400 €. La Suède applique ce principe de montant des amendes indexé sur le niveau des revenus.
- Revoir les tranches de progressivité de l'impôt sur le revenu.
- La justice doit être plus ferme avec les grands fraudeurs fiscaux.
- CSG à instituer sur les retraites versées par les organismes français aux exilés fiscaux.
- Plafonnement ou suppression des niches d'optimisation fiscale pour les plus hauts revenus.

- Revoir les modalités du CICE, contrôler l'utilisation effective de l'argent public et privilégier les aides aux TPE et PME plutôt qu'aux grands groupes du CAC40.
- Retour de l'ISF. La théorie du ruissellement est une chimère !

Réconcilier la nation avec ses représentants en revenant sur tous les privilèges des parlementaires et membres de gouvernement. Par rapport aux efforts demandés à chacun, ces privilèges ne sont plus acceptables et sont violemment rejetés. Bien sûr, comme pour les retraités du régime général dont rien n'est acquis (voir prélèvement CSG), ces mesures seraient applicables aux retraites actuellement versées.

- Pas de cumul de mandat pour les parlementaires, membres du CESE, Sénat, membres du gouvernement... avec une autre activité rémunérée dans le privé ou le public. Ce n'est pas autorisé pour le salarié lambda, et vis-à-vis du montant des rémunérations versées, la nation employeur est en droit d'attendre des grands élus une attention et activité entièrement consacrée au mandat principal donné (ou bien ces autres activités se font sous forme de bénévolat).
 - Stop aux régimes de retraites scandaleux des grands élus. Cumul des retraites plafonné. Par rapport aux autres citoyens, ils n'ont quand même pas à cumuler des retraites de travail à temps plein équivalent à une carrière de 120 ans !
- Exemple vécu : ma femme avec SEULEMENT 34 ans de travail (donc carrière incomplète) a une retraite mensuelle de 228 €, un membre de la chambre du CESE 350 € au bout d'un mandat de 5 ans (+ leur retraite d'emploi en parallèle) !
- Stop aux avantages inouïs à vie des anciens ministres et présidents de la République ainsi qu'à leur conjoint (collaborateurs, logement et bureau de fonction, voiture de fonction et chauffeurs, voyages gratuits...) ou limitation à 3 ans après leur mandat.
 - Interdiction pendant 5 ans pour un membre quittant le gouvernement d'exercer une activité rétribuée par des entreprises multinationales étrangères.
 - Les plus basses pensions de retraites doivent au minimum être indexées sur l'inflation.
 - Revalorisation significative du SMIC et des bas salaires y compris ceux des fonctionnaires par exemple de santé qui sont scandaleux par rapport aux contraintes et travail effectué. On doit pouvoir vivre dignement de son travail.

ORGANISATION DE L'ÉTAT ET DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES

- Diminuer le nombre de députés à 3 par département.
- Réformer ou supprimer la chambre du CESE. Elle n'est pas représentative de l'ensemble des citoyens et de leurs préoccupations. La plupart de ses membres nommés cumulent un emploi dans le privé et leur nomination au CESE est un levier de lobbying pour leur propre secteur d'activité.
- Les seuls élus réellement en prise directe avec les citoyens et leurs préoccupations sont les maires. Vis-à-vis de leurs responsabilités et de leur engagement, ce ne sont pourtant ni les plus écoutés par les grandes administrations, ni ceux à qui on donne le plus de moyens. Il faut profiter de ce maillage fin des communes pour mettre en place un dispositif simple de surveillance et remontées directe des problèmes, calqué par exemple sur le modèle de veille épidémiologie exercée par les médecins (via les CCAS des communes ?).
- Réformer ou supprimer le Sénat. Le besoin de 348 sénateurs est-il indispensable ? Pour le contrôle des travaux de l'Assemblée nationale et du gouvernement, le conseil constitutionnel suffit quitte à l'étoffer d'un représentant par région.
- Limitation à 2 mandatures pour les parlementaires et membres du gouvernement.
- Limite d'âge à 70 ans pour les membres du Parlement et le Conseil constitutionnel.

TRANSITION ÉCOLOGIQUE

- La France est le carrefour de l'Europe au niveau du transport routier de marchandises. Mettre en place une taxe sur les poids lourds étrangers.
- Taxe carbone sur les produits importés.
- Augmentation des taxes sur les transactions financières.
- Plafonnement ou suppression des niches d'optimisation fiscale relative à la transition écologique pour les plus hauts revenus.
- Augmentation significative des taxes aéronautiques (fret et passagers).

À situation d'urgence, méthodes d'urgences hors des lois du marché et des contraintes européennes. La transition écologique doit passer sous statut de souveraineté de chacun des États (comme la défense) sans que les décisions ne soient remises en cause par l'Europe ou des règles de commerce international.

- L'État doit lancer un appel d'offres vers des fabricants (français si possible) de chaudières pour définir un panel unique de chaudière répondant au besoin et pouvoir les proposer à des coûts optimisés. Sur cette base de choix, il faut, pour les foyers les plus modestes concernés, des prêts à taux zéro remboursables sur une longue échéance (5 ans par exemple).
- Idem pour les véhicules ou autres produits destinés à assurer la transition écologique.

DÉMOCRATIE ET CITOYENNETÉ

- Comptabilisation du vote blanc.
- Le référendum d'initiative citoyenne, s'il a lieu, pourrait être déclenché par un certain quota de maires le demandant.
- Moratoire sur les quotas d'accueil d'immigrants tant que la France n'aura pas redressé sa situation sociale et économique.
- Recours systématique à la déchéance de nationalité française pour les multinationaux ayant commis des crimes et délits.

25. Manuscrit (photocopie agrafée, 2 pages), 65 lignes, 416 mots (homme)

- Rétablir le niveau de la CSG à 15,5 % pour tous les retraités et rembourser l'augmentation de CSG de 1,7 % appliquée depuis 1 an aux retraités.
- Rétablir l'ISF au niveau où elle était appelée avant la présidence MACRON en épargnant les propriétaires fonciers de parcelles à bâtir tant qu'ils n'ont pas vendu lesdites parcelles.
- En ce qui concerne nos institutions, notre gouvernance :
 - Réduire le nombre de députés à 400 maxi.
 - Supprimer le Sénat. Certains pays du Nord de l'Europe sont gouvernés sans le Sénat (ISLANDE/PAYS BALTES).
 - Réduire le "millefeuilles" administratif. On a créé les communautés de communes ou d'agglomération autour des grandes villes, les régions, sans supprimer les collectivités existantes telles le canton ou le département : ces derniers pourraient être supprimés pour faire des économies. Il suffirait d'attribuer les compétences de ceux-ci aux 13 régions nouvellement mises en place et aux CDC ou CDA.

- Réduire de 30 % les indemnités ou salaires des députés et hauts fonctionnaires ainsi que les avantages ou privilèges.
 - Supprimer les retraites et privilèges des députés, sénateurs et ministres dès lors qu'ils ne sont plus en fonction, ainsi que nos anciens présidents de la République.
 - Réduire le train de vie de l'Élysée. S'inspirer de la situation de l'Allemagne (personnel, moyens de transports, etc.).
 - Prendre en compte le vote blanc au niveau des élections et introduire une dose de "proportionnelle" des différents partis majoritaires.
- 80 km/heure. Laisser aux maires, aux préfets, gérer cette situation en fonction de la dangerosité du réseau routier.
- La ruralité :
- Développer les aides pour entretenir les réseaux routiers et ferroviaires qui se dégradent de plus en plus.
 - Augmenter les aides pour maintenir les soins de proximité des citoyens (maisons médicales pluridisciplinaires).
- L'écologie, le réchauffement climatique. Oui bien sûr, il faut agir mais c'est un combat planétaire. Que représente la France ? Une toute petite partie (superficie, nb d'habitants). Cependant, il faut agir dans la gestion de notre environnement :
- Gérer nos déchets. On a déjà fait beaucoup (éducation des citoyens, déchetteries, etc.). À développer encore.
 - Respecter la nature. Entretenir nos forêts et les exploiter de façon rentable. Cultiver nos terres arables pour satisfaire nos besoins alimentaires ou industriels (biocarburants) avec des conduites culturelles raisonnées. Développer la culture "bio", oui mais le bio ne permettra pas de nourrir la planète entière.

Voici quelques réflexions d'un citoyen lambda pour alimenter le débat républicain qui va améliorer nos conditions de vie (j'en doute).

[Prénom NOM]

26. Manuscrit, 55 lignes, 480 mots (femme)

[Prénom NOM]

[Adresse]

Ma première requête serait de revoir fonctionnement de la classe politique. Ce qui au départ devait être une fonction devient aujourd'hui un métier. Et ce qui devait avoir un objectif de représentation devient aujourd'hui la présentation de ses propres avantages. Quelles sont les personnes qui décident des émoluments (rétributions, avantages...) de ces politiques ? Eux-mêmes !! Comment donc ne voudraient-ils pas en profiter !

- Il faudrait d'abord une réelle transparence des différents éléments rétributifs de chaque fonction (député, sénateur...) qui nous représente.
- Il faudrait qu'un conseil de citoyens puisse décider de ce qui est acceptable ou pas.
- Il faudrait revoir les temps de durée de chaque investiture, avec une limitation de renouvellement des mandats (pas plus de 2).

Cette caste (ce mot fait référence à l'Inde, mais il n'est pas choisi de manière anodine) constituée des politiques se sent au-dessus de tout, au-dessus des lois. Comment peut-on accepter qu'un élu, quel qu'il soit, malgré toutes les malversations pour lesquelles il est jugé, puisse encore représenter la République ? Quelle image a-t-on de cette représentation, des valeurs que l'on doit porter ? En étant à vie, voire depuis plusieurs générations, un politique, on perd évidemment le contact avec la réalité.

2^{ème} doléance :

Revoir le système politique, c'est aussi revoir le système des assemblées. 2 assemblées (Sénat et Assemblée nationale), même si chacune a son rôle, cela coûte cher !

Et que pourrait-on dire des autres assemblées (ex : CESE) dont on ne connaît pas véritablement ni la fonction ni le coût. Il semblait que certaines instances servent à placer quelques personnes à qui l'on souhaite faire plaisir et donner récompense pour service rendu (peut-être).

Comment voulez-vous que les Français puissent croire encore en la politique quand on voit le jeu de chaises tournantes institué au plus haut de l'État.

3^e doléance :

J'appartiens à la classe dite "moyenne". Je ne m'en plains pas. Je paie mes impôts. C'est normal. Il faut bien assurer un social, dont la France (et moi) est fière. Mais j'ai parfois l'impression d'être le dindon de la farce, celui sur lequel on peut taper. On demande... je paie. Pas de possibilité de défiscaliser. Plus on gagne, plus on nous offre des moyens pour capitaliser... sans réinvestir pour autant. Il faut revoir les tranches d'imposition.

Inversement, on donne à ceux qui ont moins (ou pas). C'est bien, il faut un système d'aide. Mais donner sans rien exiger en retour ? Est-ce souhaitable ? Ne va-ton pas vers une attitude de "tout n'est dû". Et comment (ré)intégrer ces personnes dans la société ?

→ Je pense qu'il faudrait demander un travail de qq heures compensatoires au service des collectivités aux personnes à qui on apporte des aides (RSA...). Cela leur demanderait certaines obligations qui leur éviteraient de progressivement s'exclure de la société.

→ Et avoir un contrôle plus exigeant sur le cumul des aides apportées.

—

[Manuscrit, encre rouge]

Envoi préfecture le 20.02.19 (25 écrits).

[FIN]